

RAPPORT D'ENQUETE PROFILAGE DISPOSITIF AIDE ALIMENTAIRE FAMILLES 20EME ARRONDISSEMENT

SEPTEMBRE 2020



Table des matières

| | |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|
| INTRODUCTION | 3 |
| METHODOLOGIE..... | 4 |
| ANALYSE DES DONNEES | 5 |
| 1. Le profil des familles bénéficiaires..... | 5 |
| 2. La sécurité alimentaire des familles bénéficiaires | 9 |
| 3. La distribution alimentaire et son contenu | 13 |
| CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 17 |
| Synthèse | 17 |
| Recommandations | 18 |
| ANNEXES..... | 19 |

INTRODUCTION

Contexte

Débuté avant la crise sanitaire de la COVID 19, le partenariat entre la Fondation Armée du Salut (FADS) et Action contre la Faim (ACF) s'est renforcé durant la période de confinement. A partir du mois de mars 2020, au pic de la première phase de la crise, l'Armée du Salut a mis en place des dispositifs d'aide alimentaire d'urgence dans 50 sites en Ile-de-France, principalement à Paris et le 93, avec l'appui d'Action contre la faim.

Des distributions ont été mises en place dans des habitats précaires et/ou informels comme les campements, les squats ou les bidonvilles, mais également dans des centres d'hébergement collectif et des hôtels sociaux. La Fondation de l'Armée du Salut a aussi livré des partenaires associatifs afin qu'ils distribuent eux-mêmes les denrées, en rue, en accueil de jour, en ESI. Au total, plus de 1500 personnes ont pu bénéficier, ponctuellement ou sur plusieurs mois, de livraisons de repas quotidiens, de colis alimentaire ou de tickets services. L'équipe d'ACF a accompagné la mise en place de ces dispositifs et partagé son expertise avec la FADS, notamment sur l'identification des besoins, la mise en place de protocoles de distribution ou sur la prise en compte questions des enjeux nutritionnels et des préférences alimentaires ou profils des bénéficiaires.

C'est dans le cadre de cet accompagnement que les équipes d'Action contre la Faim ont réalisé la présente enquête auprès des nouvelles familles précaires du 20^{ème} arrondissement aidées par la Fondation Armée du Salut. Ce dispositif consiste en la distribution de colis alimentaires via trois associations de quartier du 20^{ème} arrondissement. La livraison des colis est effectuée par la Fondation de l'Armée du Salut, puis une distribution est organisée dans chaque quartier par les trois associations. Selon les lieux, différents modes de distribution sont mis en place : (i) les familles sont contactées et viennent récupérer leur colis à l'association ou (ii) les familles sont livrées directement à leur domicile.

Mis en place à la demande de la DASES, ce dispositif avait pour objectif de soutenir l'accès à l'alimentation des familles précarisées par la crise de la Covid-19 pendant la période estivale de Juillet à Septembre 2020. L'équipe d'Action Contre la Faim a mis en place une enquête de terrain afin de déterminer le profil de ces familles avec les objectifs suivants.

Objectif général

- Soutenir les acteurs de l'aide alimentaire et les pouvoirs publics dans la définition de dispositifs d'aide alimentaire adaptés aux publics bénéficiaires

Objectifs spécifiques

- Déterminer l'adéquation du colis avec les besoins des familles bénéficiaires
- Déterminer le profil socio-économique de ces familles dites « nouvelles précaires » à la suite de la crise de la Covid-19
- Définir la situation en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle de ces familles

METHODOLOGIE

L'enquête repose sur une partie quantitative via un questionnaire et une partie qualitative via des groupes de discussion.

Questionnaire de suivi des distributions

Le questionnaire quantitatif a été réalisé via Kobo Toolbox (voir Annexe 2). La collecte via cet outil permet une centralisation rapide et sécurisée des données.

Le questionnaire a été réalisé sur le lieu de distribution par des binômes d'enquêteurs après coordination avec les trois associations distributrices. Le déroulé de l'enquête a été comme suit :

- Auprès de 16 personnes référentes de ménages suivies par Archipélia et la Brigade des mamans, le 9 septembre, avec 3 enquêteurs
- Auprès de 16 personnes référentes de ménages suivies par Soleil Blaize, le 17 septembre, avec 2 enquêteurs et une enquête par téléphone
- Auprès de 12 personnes référentes de ménages suivies par la Maison des Fougères et au collectif chargé de la distribution, le 18 septembre avec 3 enquêteurs, et 5 enquêtes par téléphone

L'enquête repose sur un échantillon quantitatif, en effet, les bénéficiaires de la distribution ont un profil homogène, vivent dans le même quartier, de même catégorie socio-économique, il n'était pas nécessaire de procéder à un échantillon par grappe par exemple. Avec un objectif de 30 questionnaires individuels auprès de référents ménages présents sur les 3 sites de distribution, ce sont finalement 44 questionnaires qui ont été réalisés.

L'enquête était proposée à toute personne venant récupérer un colis, qui souhaitait prendre le temps de répondre, sur la base du volontariat.

D'après les chiffres de l'Armée du Salut, 151 ménages composés de 653 personnes ont bénéficié de ces distributions alimentaires. Les données de l'enquête ont été collectées pour 44 ménages composés de 242 personnes (soit près de 30% des ménages bénéficiaires représentant 37% des personnes bénéficiaires).

Groupes de discussion (focus group)

En raison des conditions sanitaires et des difficultés d'organisation avec les associations de quartier pendant l'été, seul un groupe de discussion composé de 5 femmes et de deux enquêteurs a pu avoir lieu. La discussion a été faite avec les femmes de la Brigade des mamans, en lien avec Archipelia, le 30 juillet. La transcription de l'entretien se trouve en annexe de ce rapport. (Voir Annexe 1 : Restitution de la discussion de groupe « Archipélia »)

Limite de l'enquête et problèmes rencontrés

Les mesures sanitaires rendent difficiles les enquêtes terrain, car la distanciation et le port du masque ne permettent pas aisément d'instaurer un climat de confiance entre l'enquêteur et la personne interrogée.

La barrière linguistique est aussi une contrainte forte. Sans budget pour financer de l'interprétariat, il n'a pas été possible d'avoir des bénévoles parlant systématiquement les langues des personnes interrogées même si des bénévoles ont été mobilisés autant que possible pour faciliter les échanges.

Enfin, les difficultés d'organisation interne des associations de quartier distributrices a parfois compliqué la collecte de donnée par les équipes terrain d'ACF, et notamment l'organisation des groupes de discussion.

ANALYSE DES DONNEES

Il faut noter que sur les 44 personnes qui ont répondu au questionnaire de suivi de distribution, toutes les personnes n'ont pas répondu à toutes les questions. Ceci est précisé à chaque fois que le cas se présente. Les personnes interrogées sont des personnes se présentant comme les référents de la famille.

L'analyse des données se découpent en trois parties :

1. Le profil des ménages
2. La sécurité alimentaire des ménages
3. La distribution et son contenu

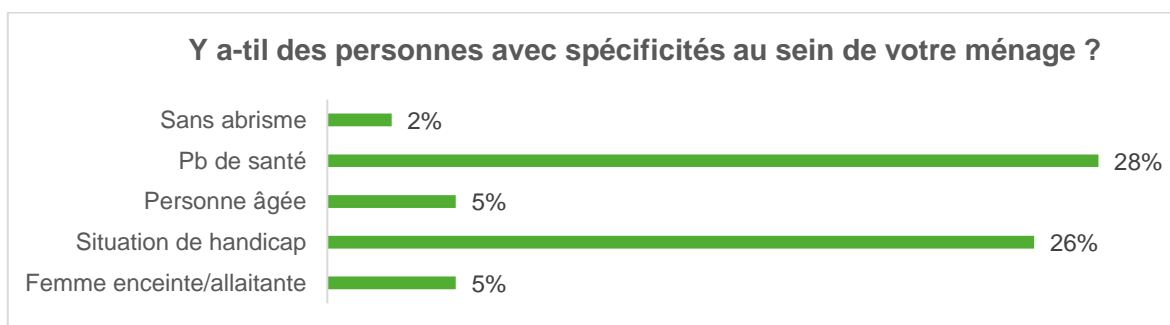
1. LE PROFIL DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES

La composition des familles

Pour notre enquête, nous avons interrogés les référents de famille, en charge de la nourriture pour toute leur famille. 90% des personnes interrogées sont des femmes. Ce sont effectivement elles qui viennent chercher les colis et s'occupent de faire à manger au sein des familles.

Au sein des familles rencontrées lors de l'enquête, on peut dénombrer 61 femmes, 69 hommes, 101 enfants et 11 nourrissons (0 à 6 mois). Les compositions familiales sont très diverses, tant par le nombre d'enfants que par le nombre d'adultes. La famille la plus grande est composée de 12 personnes vivant sous le même toit mais on dénombre également 6 familles monoparentales et 1 femme seule.

Les vulnérabilités au sein des familles

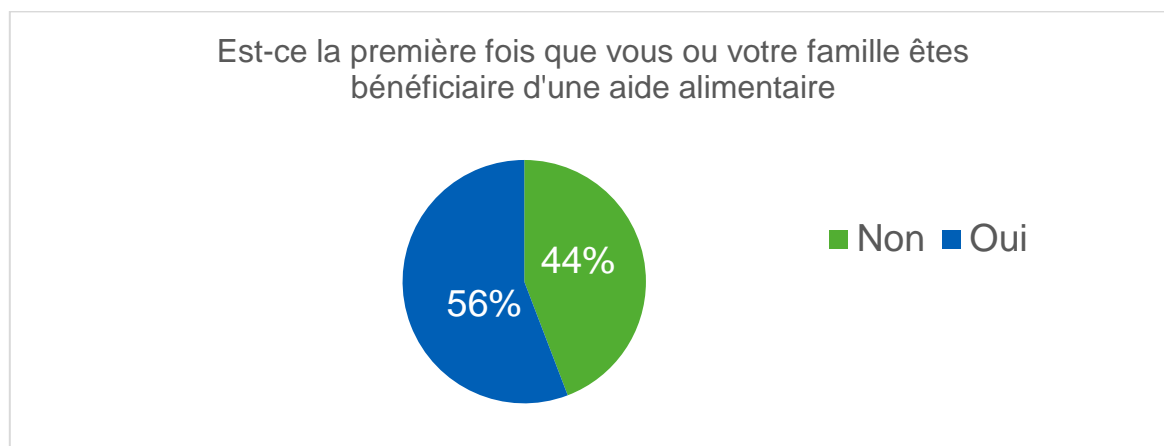


Ces ménages comportent pour **57% d'entre eux une personne ayant une vulnérabilité spécifique**, avec principalement des situations de handicap et des problèmes de santé qui fragilisent ces ménages à une potentielle nouvelle crise.

De manière détaillée, 26% des ménages interrogés déclarent avoir une personne en situation de handicap parmi ses membres et 28% disent avoir un membre de leur famille avec des problèmes de santé. On note aussi que 5% des ménages disent avoir une femme enceinte ou une femme allaitante en leur sein. La situation spécifique de sans abrisme se réfère au fait qu'un ménage interrogé hébergeait une personne sans abri.

Lors de la discussion de groupe, 3 femmes ont dit avoir au sein de leur ménage une personne en situation de handicap, ou dépendante d'un accompagnement pour des raisons de santé.

La fréquentation préalable d'une autre aide alimentaire



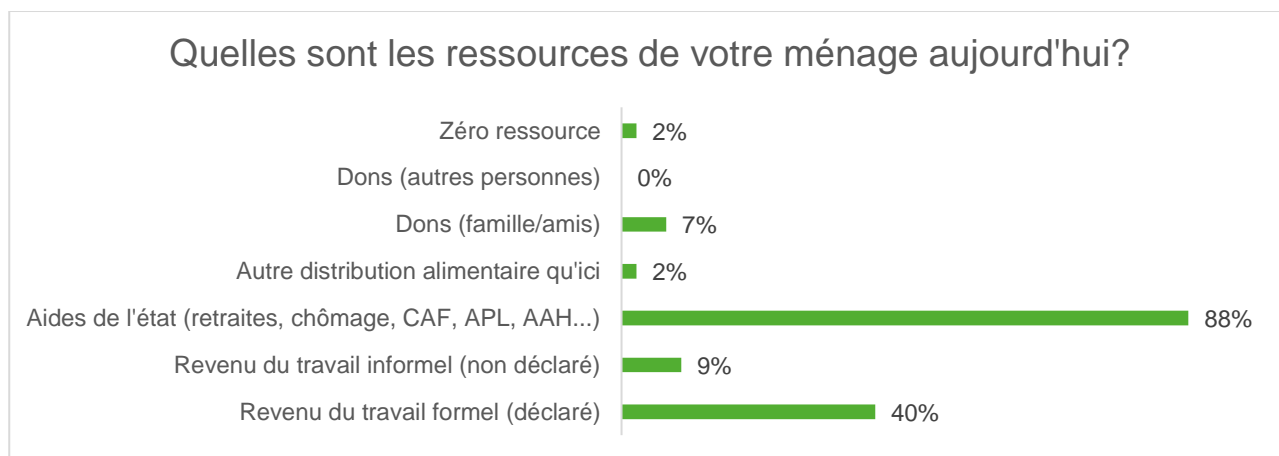
Parmi toutes les personnes interrogées, **44% d'entre elles avaient déjà bénéficié d'une aide alimentaire auparavant**. Elles ne précisent pas toutes la durée ou la nature de cette aide. On peut tout de même citer les principaux dispositifs locaux fréquentés : les Restos du cœur du 20^{ème} arrondissement, le Secours Populaire du 18^{ème} arrondissement, l'épicerie sociale Aide et Partage.

Lors des échanges, sont apparues des situations diverses qu'il semble intéressant de citer ici :

- Une femme évoque ainsi une aide alimentaire dont elle bénéficiait huit ans plus tôt
- Une autre nous indique ne plus être éligible à l'aide des Restos du Cœur depuis 3 ans car au-dessus de leur seuil d'admission mais elle déclare être tout de même dans une situation économique très fragile. L'aide qu'elle reçoit via un accès à une épicerie sociale qu'elle reçoit est ponctuelle et non durable, « c'est un bon coup de pouce mais qui ne peut pas permettre de redresser une situation économique fragile ».

Pour les familles bénéficiant pour la première fois d'une aide alimentaire qui représentent 56% de notre échantillon, on peut noter la honte de recourir à ce type d'aide, les familles épuisent souvent toutes les possibilités avant de recourir à de l'aide alimentaire. Ainsi, les familles aidées par ce dispositif d'urgence sont des familles qui étaient dans une situation de précarité économique avant même la crise sanitaire. Mais c'est la crise sanitaire qui les a amenés à demander une aide alimentaire d'urgence. Ce constat nous a été confirmé lors de l'entretien de groupe mené avec les familles de l'association « Archipélia »

La répartition des ressources au sein des ménages

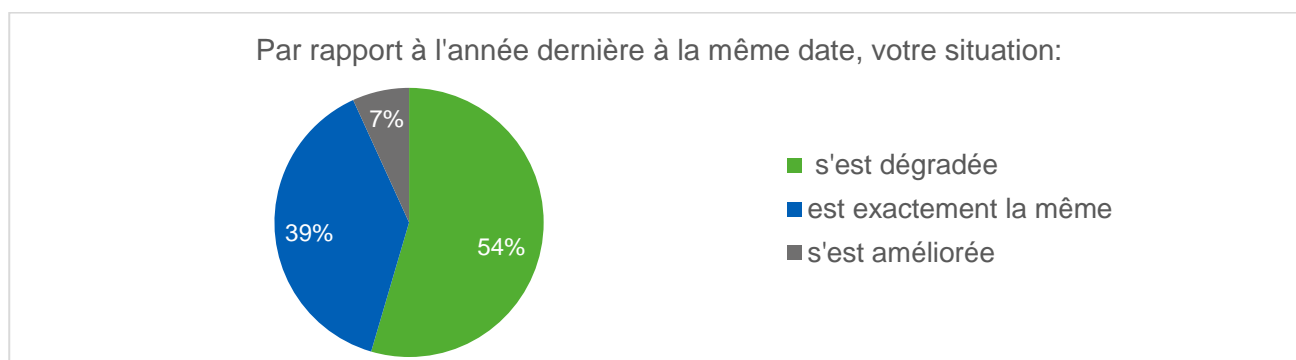


Les deux plus grandes sources de revenus des ménages ayant participé à l'enquête sont **les aides de l'état pour 88% et le travail formel pour 40% des ménages interrogés**. Pour **près de 48% des ménages interrogés, la seule source de revenus correspond aux aides perçues de l'Etat**. Il est à noter enfin que pour 9% des ménages, la principale source de revenu est le travail informel.

Lors de l'enquête, nous avons demandé aux personnes interrogées de préciser combien de personnes travaillent au sein du ménage. Parmi les ménages ayant des ressources du travail formel, elles ont déclaré que **seule une personne travaille pour 88%**. Les revenus du travail formel sont aussi souvent des revenus d'emplois précaires (emplois temporaires, à faible revenu). Lors du groupe de discussion, beaucoup de femmes évoquaient de livraison à vélo comme la seule possibilité de travail pour les jeunes du quartier même diplômés.

Parmi les ménages qui ont des ressources du travail informel (9%), on retrouve deux ménages dans lesquels une personne travaille, un ménage où deux personnes travaillent et une famille où quatre personnes travaillent dans le secteur informel.

Les effets de la crise sur les ménages



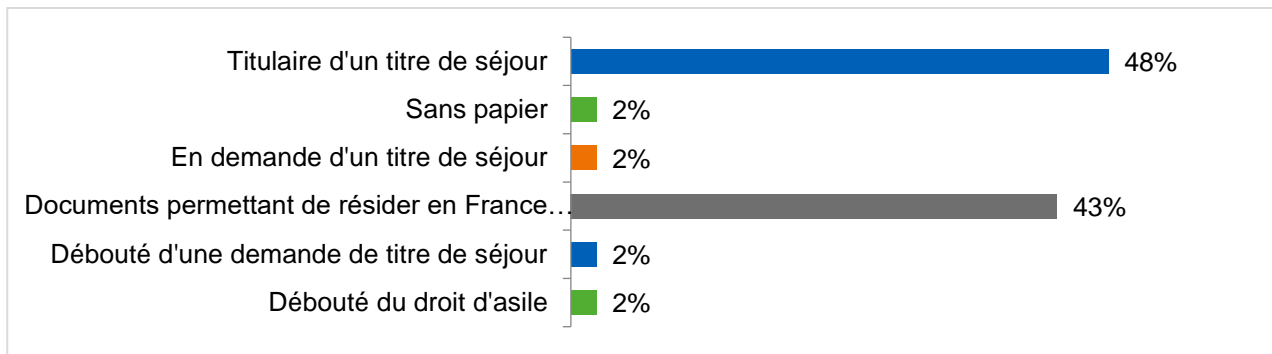
Pour 55% des ménages interrogés, leur situation économique s'est dégradée par rapport à l'année précédente à la même époque. Les raisons de cette dégradation sont soit la perte d'emploi, la fin de droits d'une aide sociale, une aggravation des dettes, la hausse constante des loyers et des charges ou simplement la hausse des prix. Ces facteurs de précarité pré existaient à la crise du COVID mais se sont accentués pendant le confinement.

Par rapport à la crise sanitaire, une mère évoque le fait que toute la famille s'est retrouvé bloquée à la maison. Les enfants, présents à la maison, consomment un repas de plus que d'habitude, alors que ceux-ci pouvaient bénéficier d'un repas complet à la cantine. Cette hausse des dépenses se couple hélas souvent à la perte de ressources, comme énoncé plus haut les ménages dépendent souvent d'un emploi unique. Les personnes interrogées parlent aussi des effets du confinement sur leur moral, d'une situation fatigante et très difficile psychologiquement.

Quelques situations se sont améliorées (7% des ménages interrogés). Elles peuvent être liées à la reprise récente d'un emploi, des personnes considèrent également l'aide alimentaire de l'Armée du Salut comme une amélioration.

Toutes les femmes du groupe de discussion témoignent de la dégradation de leur situation. La crainte des factures et des fins de mois est courante parmi ces femmes. Les faibles perspectives d'emploi pour elles et les membres de leur ménage les inquiètent également. Elles expriment aussi une dégradation de leur moral et une période difficile psychologiquement.

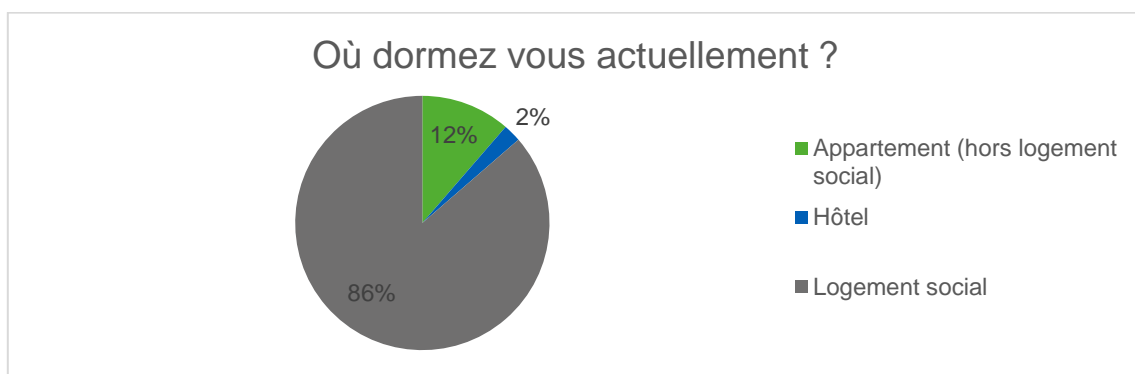
La situation administrative des ménages



On observe différentes situations administratives chez les familles interrogées. Alors que la majorité des personnes sont en situation régulière ou en cours de procédure de régularisation, 7% des répondants se trouvent en situation administrative incertaine : débouté du droit d'asile, d'une demande de titre de séjour ou s'identifiant comme sans papiers.

La situation administrative des personnes influence sur leur statut socio-économique et donc à leur possibilité d'autonomisation et d'accès à l'alimentation.

La situation du logement



Le logement a souvent été cité comme la principale source de dépense des ménages interrogés avec un loyer considéré comme très cher et en constante augmentation. Le logement est aussi une source de stress car beaucoup ont besoin de travaux (plomberie notamment), d'aménagement car trop petits pour les familles nombreuses (chambres partagées, salons transformés en chambres, etc...). Sur les 44 familles de notre échantillon, **86% d'entre elles vivent dans un logement de type social, seulement 12% vivent dans un appartement hors logement social et 2% habitent dans un hôtel.**

Conclusion

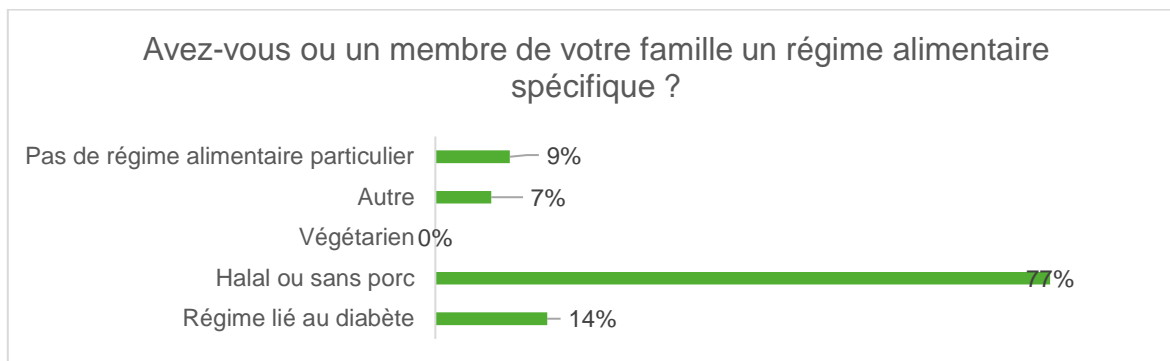
La situation socio-économique des familles bénéficiant de l'aide alimentaire des trois associations de quartier est donc incontestablement précaire. L'accès à l'emploi est difficile pour plus de la moitié de ces familles, les aides sociales sont pour la quasi-majorité des ménages la seule source de revenus. Le recours au travail informel est une solution, mais un vrai risque pèse sur ces familles en cas d'arrêt de l'activité (pas d'indemnisation chômage, pas d'indemnisation en cas de problème de santé, etc...)

Ces situations fragiles expliquent le recours à l'aide alimentaire proposée dans les trois associations de quartier. Le confinement a dégradé la situation de la majeure partie de ménages déjà dans une situation financière compliquée. Ces familles préoccupées par un petit budget, un fort taux de chômage et de vraies problématiques administratives sont dans l'incapacité de faire face aux moindre choc financier ou social.

2. LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES

Pour rappel, la sécurité alimentaire est définie comme étant une situation où « toutes les personnes en tout temps disposent de l'accès tant physique qu'économique à une alimentation suffisante pour répondre à leurs besoins alimentaires leur permettant de mener une vie productive et saine ».

Les préférences alimentaires

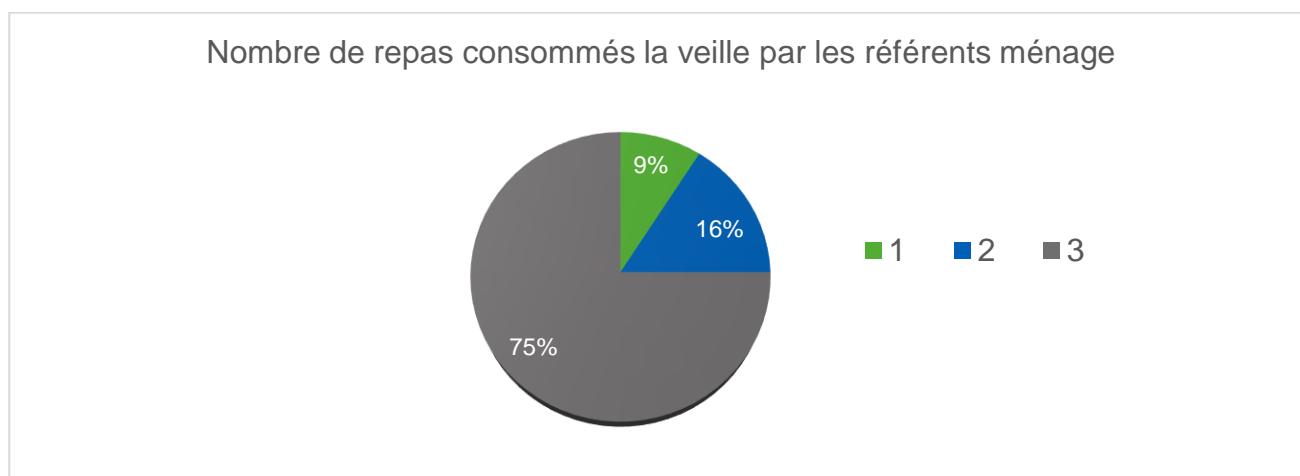


Les préférences alimentaires exprimées par les familles de l'enquête sont les suivantes :

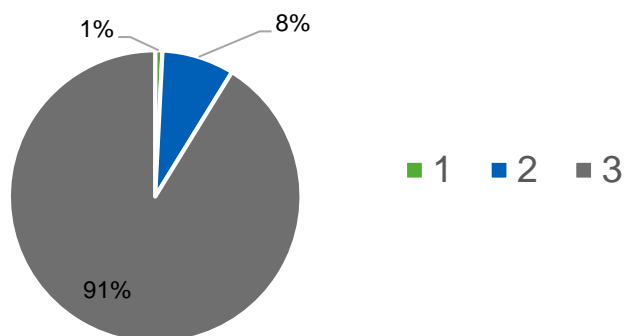
- **77% des ménages déclarent manger Halal ou ne pas manger de porc**
- 14% de ménages ont en leur sein des personnes diabétiques
- 9% n'ont pas de régime alimentaire spécifique
- 7% ont un régime particulier : allergie, cholestérol ou encore une personne ne pouvant pas ingérer d'aliments solides

Tous les référents de familles interrogées ont déclaré pouvoir stocker de la nourriture, frais et sec (seule une personne indique manquer de place mais peut tout de même stocker). La préférence alimentaire est un indicateur intéressant de la sécurité alimentaire, manger des aliments moins préférés peut être un indicateur de personnes en insécurité alimentaire privilégiant l'accès à tout type d'aliments plutôt que l'accès à des aliments en qualité adaptée.

La situation alimentaire



Nombre de repas consommés la veille par les autres membres du ménage

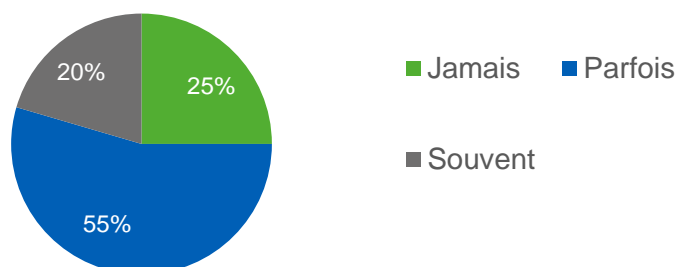


Les référents des ménages interrogés déclarent consommés à 75% 3 repas par jour contre 91% pour les autres membres du ménage. Les référents, comme décrit dans la partie composition du ménage sont à 90% les femmes, ce sont celles qui en cas de manque de nourriture vont réduire leur nombre de repas au profit des autres membres du ménage généralement les enfants. **Les repas les plus sautés sont de manière égale le petit déjeuner et le repas du midi avec 14% de référents ménage qui sautent ces repas.**

Cette stratégie négative d'adaptation montre une situation alimentaire précaire, stressante pour ces mères de famille qui doivent ne pas manger à leur faim afin de ne pas priver leur enfant ou le membre productif du ménage. Une partie du ménage fait l'expérience d'une condition d'insécurité alimentaire modérée.

Indicateur de la faim : la sensation de faim

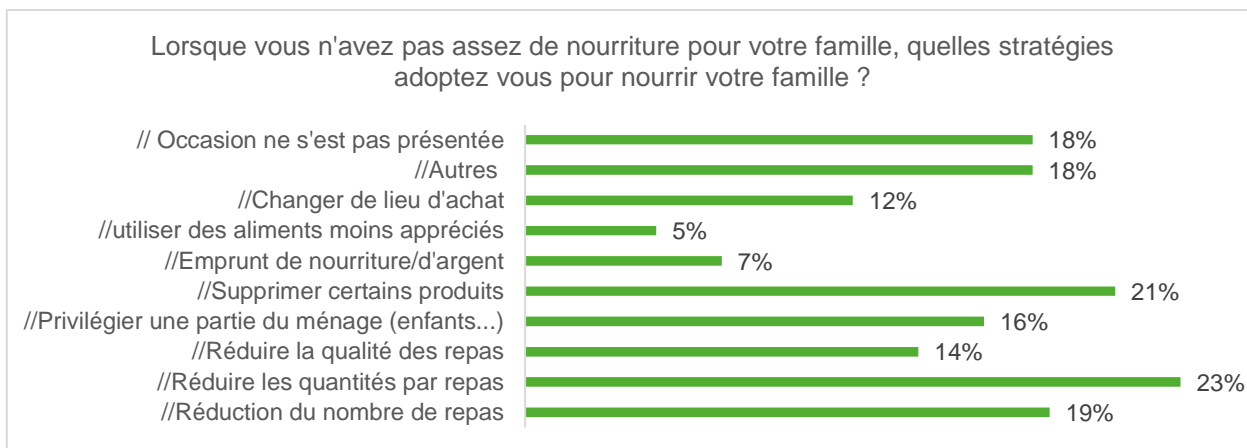
Vous arrive-t-il de ressentir une sensation de faim ?



A la question de la sensation de faim, **55% des interrogés déclarent avoir « parfois faim » et 20% déclarent avoir « souvent faim »**, seul 25% déclarent ne jamais avoir la sensation de faim. La sensation de faim peut être un indicateur subjectif mais montre que les personnes interrogées ne mangent pas à leur faim, 20% des personnes qui ressentent la faim souvent est un pourcentage alarmant pour un indicateur de sensation de faim.

Un ménage en situation de sécurité alimentaire ne fait l'expérience d'aucune des conditions d'insécurité alimentaire (accès) ou tout simplement, est préoccupé, mais rarement par le manque de nourriture. La déclaration de faim est révélatrice d'un manque de nourriture. On peut dire ici que les ménages qui déclarent cette sensation de faim, connaissent un état d'insécurité alimentaire.

Les stratégies d'adaptation des ménages



Les situations face à l'accès à la nourriture sont diverses, aborder les stratégies des ménages face à l'insécurité alimentaire peut apporter des réponses. Ainsi pour faire face à des besoins de nourriture non satisfaits par les ressources du ménage, **23% des ménages interrogés ont décidé de réduire les quantités de nourriture par repas, 21% ont supprimé certains produits (produits trop chers pour être achetés en temps de difficultés économiques) et 19% ont décidé de réduire le nombre de repas.**

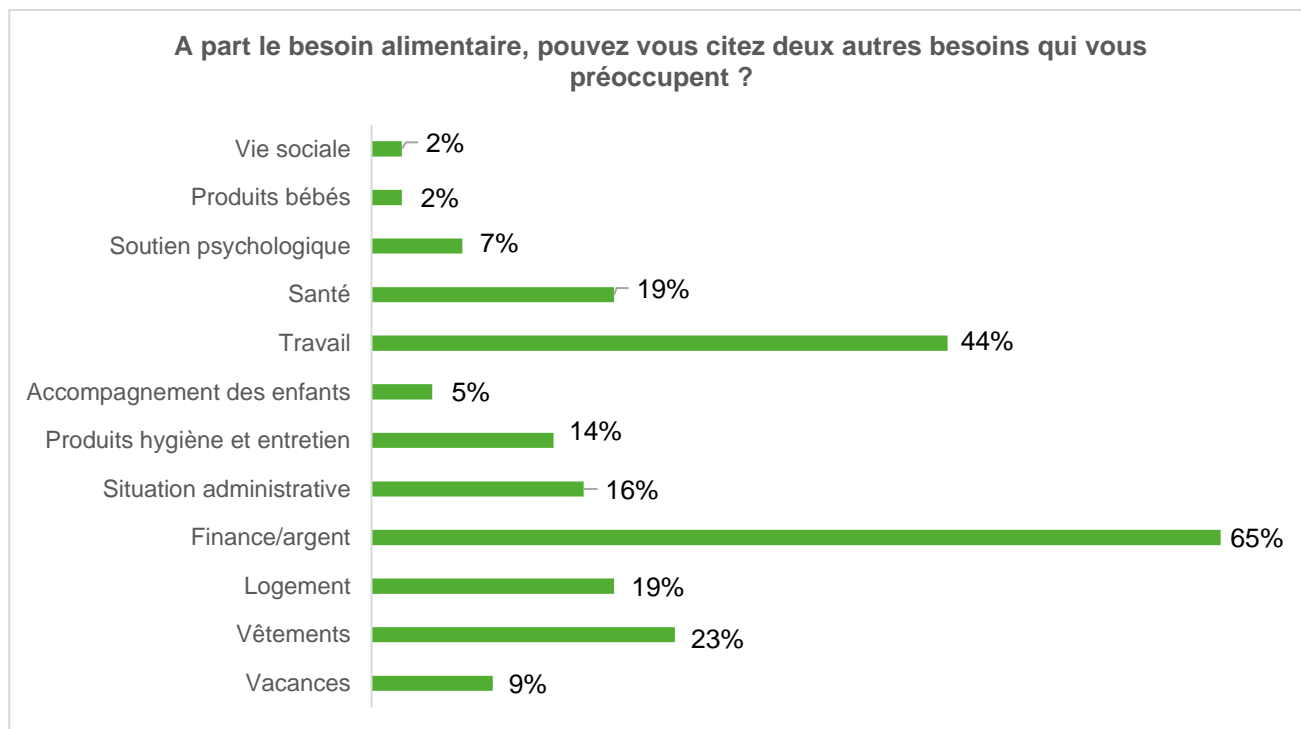
Parmi les réponses de stratégies « Autres », une personne demande de l'aide à sa voisine, une personne paie par chèques (diffère le paiement des denrées), une personne contacte l'assistante sociale, une personne utilise ses conserves, une autre « se débrouille » sans préciser comment et une autre limite les autres dépenses afin d'économiser. L'occasion de s'adapter ne s'est pas présentée pour seulement 18% des personnes. Ce sont des personnes qui soit n'ont rien changé dans leur façon de s'alimenter, soit adaptent d'autres postes de dépenses pour couvrir les besoins de nourriture, ou soit utilisent déjà des stratégies qui sont devenues permanentes pour couvrir leur besoin de nourriture (aide social, dettes).

L'utilisation de ce type de stratégie pour faire face à des moments de rareté de la nourriture montre clairement qu'une partie importante des ménages est en insécurité alimentaire cyclique (fin du mois difficile) et nous conforte dans les analyses précédentes montrant la précarité alimentaire de ces familles.

Afin de comprendre comment les ménages ont accès à la nourriture, nous avons posé la question : « où vous procurez-vous la nourriture pour votre ménage ? ». A cette question : **91% des personnes se rendent au supermarché pour leurs courses, 70% vont au marché (marché ouvert de rue), 12% bénéficient d'une autre aide alimentaire et 7% bénéficient d'une autre forme de dons (proche, voisins...)**. Les personnes évoquent aussi les ventes aux rabais, les soldes en supermarchés ou les magasins spécialisés type mini-marché africains. Il est constaté que ces familles sont des habituées des boutiques de hard discount, des fins de marchés et autres circuits d'approvisionnement secondaires.

Les femmes rencontrées en discussion de groupe auront tendance à sacrifier d'autres postes de dépenses avant de faire évoluer leur mode de consommation. Elles diminueront les dépenses liées aux loisirs, aux vêtements... Mais l'alimentaire est la dernière dépense qui peut être compressée, face à des factures, des dettes et un loyer qui ne peuvent être diminués. Elles expliquent que lorsqu'elles doivent adapter leur consommation, les repas se simplifient et elles diminuent la variété et la qualité des produits. Une d'entre elles parle du « riz avec la sauce » comme mets le plus simple, qui ne fait pas plaisir aux enfants. Elles se fournissent pour leur alimentation au LIDL, situé plus loin que d'autres enseignes plus chères, puis au marché, qui est un peu loin également.

Les besoins non alimentaires



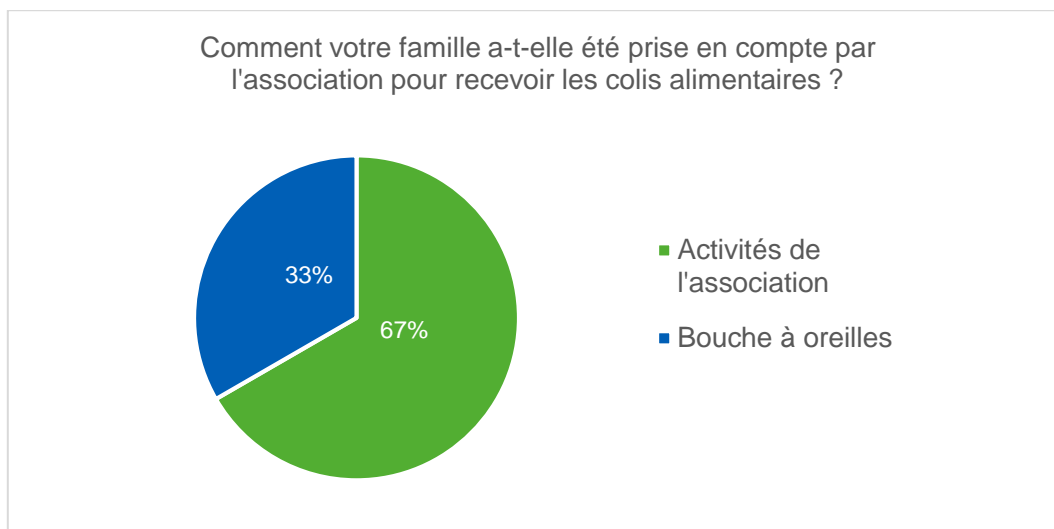
Les besoins les plus cités sont le besoin d'argent et de travail à 65 et 44% des ménages interrogés, ce qui est tout à fait en lien avec les déclarations précédentes, à savoir le manque de sources de revenus et l'augmentation de leur précarité. Autres besoins évoqués par les répondants : les vêtements, la situation administrative, le logement et la santé montrent des situations aussi complexes que fragiles.

Ces réponses montrent le besoin d'autonomie financière des référents de familles interrogés, qui fait écho à la honte de recourir à de l'aide et la volonté de pouvoir mener leur vie quotidienne sans support extérieur. Les indicateurs récoltés sont des mesures de l'accès à la nourriture, ces indicateurs sont normalement analysés avec une base de référence initiale. N'ayant pas de base de référence initiale avec ces familles, les indicateurs peuvent nous donner qu'une image de la situation actuelle des familles sans pouvoir mesurer l'échelle de l'insécurité alimentaire par rapport à un état initial. Nous avons collecté ces indicateurs afin de comprendre l'état de la sécurité alimentaire des ménages au moment de l'enquête.

Au sein du groupe de discussion, nous avons pu retrouver toutes ses préoccupations dans les déclarations des participantes, en particulier pour la situation financière, le logement, l'avenir des enfants et leur accompagnement. Les mères regrettent aussi de ne pas pouvoir leur offrir plus de sorties et de vacances.

3. LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE ET SON CONTENU

Information sur les distributions



Sur 44 personnes interrogées (39 réponses), **les deux tiers étaient déjà en lien avec l'association référente**. Cela signifie que la personne a eu connaissance du dispositif d'aide alimentaire car elle, ou un membre de sa famille, participe régulièrement aux activités de l'association, en tant que bénévole ou en tant que membre de l'association. Pour le tiers restant, les ménages concernés ont été informés par le bouche à oreille.

Les associations bénéficiaires de l'appui en nourriture de l'Armée du Salut, sont des associations de quartier préexistantes à cette distribution, elles sont connues par une partie des communautés vivant dans les zones ciblées. La crise sanitaire a entraîné une perte d'emploi et de revenus qui ont fait remonter la demande d'aide alimentaire en sein des groupements de femmes.

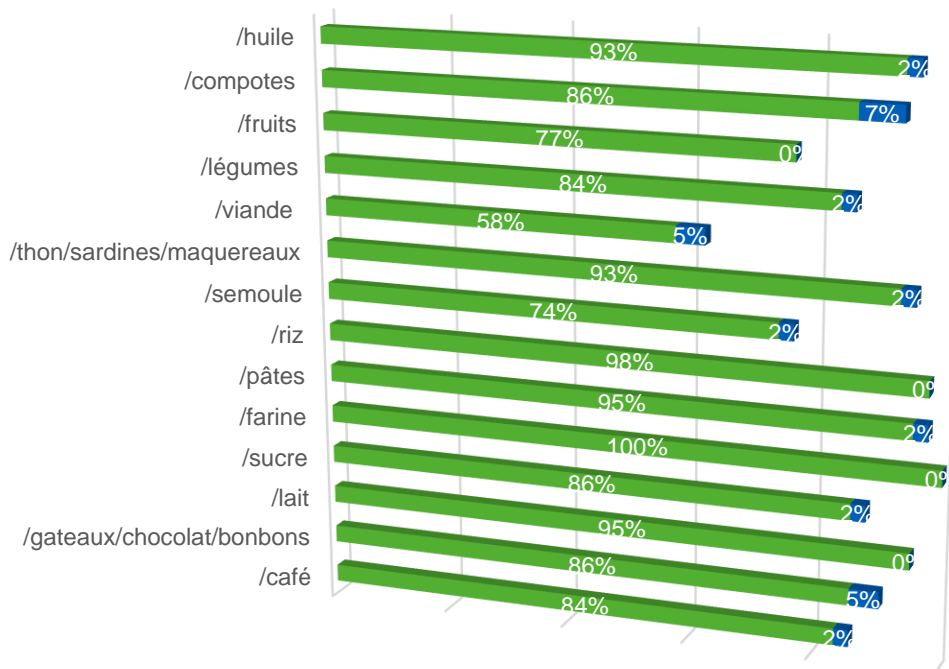
Les associations n'ont pas fait de file active selon des critères préétablis, mais ont distribués aux personnes connues et à celles qui se sont fait connaître. A Archipélia, via les bénévoles de l'association et via les membres de la Brigade des mamans, la distribution était assez visible et donc l'information à son sujet a vite circulé. Autour de Maison des Fougères, une partie des personnes étaient livrées à domicile. Enfin, à Soleil Blaize, les personnes se rendaient sur place à un créneau défini afin de limiter les contacts et l'attractivité de la distribution pour des personnes vivant en dehors du quartier. Ce manque de transparence de la sélection des familles pouvant recevoir les colis alimentaires a fait naître des tensions au sein de toutes les associations. Le référent de chaque association s'est retrouvé en charge des listes sans avoir la réelle capacité de couvrir et répertorier tous les ménages du quartier. On peut s'interroger si dans ces conditions la file active a bien couvert toutes les personnes dans le besoin alimentaire des zones ciblées.

L'appréciation des denrées alimentaires

La question suivante a été posée aux personnes interrogées : « lorsque l'on regarde votre colis, pouvez-vous lister tous les aliments que vous et votre famille aimez et ceux que vous et votre famille n'aimez pas ? ». Les propositions de réponses ont été établies sur base du contenu initial prévu pour le colis, qui a pu varier pour des raisons logistiques pendant le temps de la distribution.

Les déclarations d'appréciation ou non pour chaque produit sont représentées dans le graphique ci-dessous :

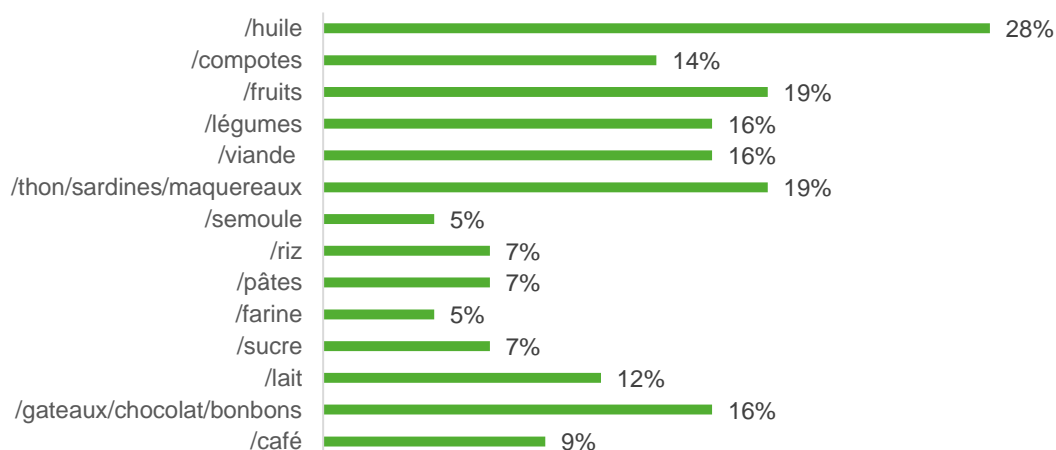
Aliments appréciés (vert) / non appréciés (bleu)



Tous les aliments reçoivent des retours très positifs, on peut dire que le colis était adapté aux besoins alimentaires des personnes ciblées. Certaines personnes ne se sont pas prononcées sur tous les ingrédients, par exemple le café est apprécié à 84%, non apprécié à 2%, 14% des personnes ne se prononçant pas. Parmi les produits qui n'obtiennent aucun avis négatif, on retrouve le lait, la farine, les fruits et le riz qui sont des denrées très utilisées pour cuisiner notamment des repas de familles. La question de la viande est difficile à traiter : elle n'était pas finalement présente dans les colis pour des raisons logistiques, les personnes interrogées ont pu être induites en erreur. Elles ont parfois pu vouloir évoquer le fait qu'elles n'appréciaient pas la viande si celle-ci n'était pas halal.

La quantité des aliments présents dans le colis

Pouvez vous citer les aliments qui ne sont pas en quantité suffisante dans ce colis ?



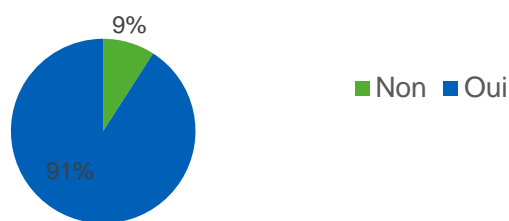
Les personnes interrogées ont relevé le manque de diversité et les faibles quantités du colis alimentaire reçu. L'huile est le produit cité comme en quantité insuffisante dans les colis. Elle est suivie des fruits, poisson en boîte, viande, légumes et biscuits. Le lait est cité à 12% des produits pas assez distribués, c'est aussi un des aliments les plus appréciés du colis.

Lorsqu'on ouvre la question et qu'on s'écarte des produits de base du colis, on retrouve alors les produits d'hygiène, les légumes, la viande, les fruits et les produits frais en tête du classement. Cela est cohérent avec les demandes recueillies régulièrement sur des distributions alimentaires où peu de produits frais sont disponibles.

Dans le cas présent, cela est dû aux capacités limitées d'approvisionnement de l'Armée du Salut et du fonctionnement logistique sans chambre froide, qui rend impossible la présence de produits frais, viande, légumes et fruits dans les colis. Les produits d'hygiène sont très fortement cités, ils ressortaient déjà dans les besoins non alimentaires, peut-être car ils constituent une charge importante dans les dépenses des ménages. On peut aussi citer les produits bébés, dont les couches, qui sont toujours une forte préoccupation des référentes des ménages avec nourrissons.

La qualité des denrées alimentaires du colis

Etes vous et votre famille satisfaits de la qualité des aliments ?

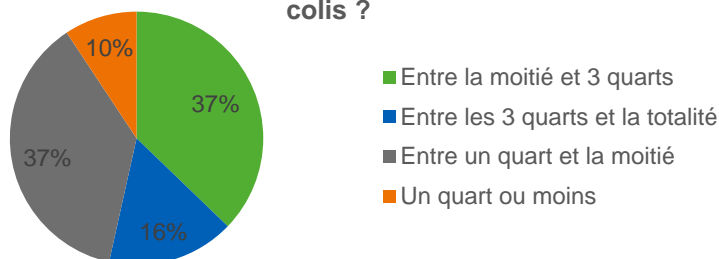


Même si la satisfaction exprimée est très forte, certaines remarques des interrogés indiquent des pistes d'amélioration. Certains produits, comme les lentilles, n'auraient pas trop de goût. Trois personnes ont parlé de produits périmés. D'autres personnes ont cité le manque de variété des conserves.

Les femmes de notre groupe de discussion s'estiment satisfaites du colis reçu. Elles citent les mêmes ingrédients comme manquants : l'huile, les légumes et les fruits. Elles ne comprennent pas pourquoi des compotes pour bébés ont été données quand il n'y a pas de nourrissons dans la famille.

La consommation alimentaire des ménages

Quelle part de la consommation alimentaire de votre famille représente ce colis ?



Pour 53% des enquêtés, le colis représente plus de la moitié des produits consommés par le ménage. Les personnes pour qui ce colis représente plus de la moitié expliquent le compléter avec des condiments, des produits qu'elles aiment cuisiner et du frais, ainsi que des produits pour leurs enfants. Ce colis est donc très important pour beaucoup de familles et permet un véritable soutien alimentaire sur la période couverte par les distributions. On peut dire qu'une partie importante des ménages est potentiellement en dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire (il s'agit de prendre en compte que certains ménages saisissent l'opportunité de cette distribution pour faire des économies).

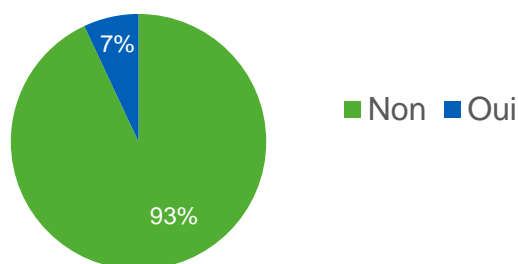
Pour **37% des sondés**, le colis représente entre un quart et la moitié de l'alimentation du ménage, une part qui démontre **le besoin d'un soutien ponctuel régulier** pour que ces familles continuent à se nourrir convenablement au moins en quantité.

Seulement 10% des ménages utilisent le colis comme complément à la hauteur de 10%. Le colis remplit ici son rôle de colis « coup de pouce ».

La satisfaction quant à l'organisation

100% des personnes sont satisfaites de l'organisation de la distribution sur chacun des sites. Elles évoquent le fait d'être informées en amont, d'être correctement accueillies.

Avez-vous rencontré des problèmes sur le site de distribution ?



Malgré cette satisfaction à l'organisation, on constate que 7% des personnes parlent de problèmes rencontrés durant la distribution. Les personnes interrogées parlent d'un manque d'informations, de produits périmés et d'une sensation de gêne autour de la distribution.

Dans l'entretien de groupe, les femmes évoquent aussi une certaine gêne à se rendre à une aide alimentaire, visible de tous. Les enfants sont également concernés par cette gêne. Les femmes aimeraient travailler et ne pas avoir besoin d'une aide extérieure.

L'accès et distance au site de distribution

Comment vous rendez vous sur le site de la distribution ?



Pour la grande majorité des personnes interrogées à savoir 80%, le lieu de distribution se trouve à **moins de 15 min à pied et est venu à pied sur le site**. 9% des personnes ont pu être livrées à domicile et cela est également cité comme source de satisfaction. 9% des personnes prennent les transports et 2% prend la voiture. Les lieux de distributions permettent un accès facilement pour la quasi-totalité des bénéficiaires. Les familles, à une exception près, résident donc à proximité de leur lieu de distribution. Ces résultats ne sont pas surprenants étant donné que l'organisation s'est créée autour d'associations de quartier et à l'initiative des habitants.

Conclusion

L'intégralité des ménages ont accès à une cuisine et des espaces de stockage de produits secs ou frais. Les référents ménages ont pu exprimer leurs préférences alimentaires : la satisfaction aux produits des colis est forte, malgré des ingrédients présents en trop faible quantité (huile, fruits, légumes, frais). Le besoin de produits d'hygiène / entretien / bébés revient à être cité fréquemment dans les entretiens. Le régime halal ou sans porc est le régime dominant (77% des ménages). Les raisons d'insatisfaction sont principalement liées à un manque de variété dans les produits, notamment les conserves. L'organisation satisfait l'intégralité des familles, qui font tout de même remonter des problèmes sur un manque de clarté et d'information sur la distribution et sur une certaine gêne / honte à se rendre sur la distribution.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

SYNTHÈSE

Les distributions de colis par les trois associations de quartier : Archipélia, Soleil Blaise, et Maison des Fougères, soutenues par l'Armée du Salut, ont été bien accueillies par les familles bénéficiaires. Ces distributions ont aidé les familles d'un point de vue alimentaire et économique et au-delà d'un point de vue psychologique suite au confinement. En effet, le coup de pouce a permis à ces familles de compléter leur alimentation et/ou de faire des économies sur les dépenses alimentaires qui peuvent soulager les familles sur d'autres postes de dépenses. La remontée de besoins des familles précaires a donc bien été prise en compte par les services sociaux qui ont alerté l'Armée du Salut.

La fin du dispositif, ne semble pas s'accompagner avec une amélioration nette et une sortie marquée de la crise économique pour ces familles. La question de la continuité de l'aide s'est posée sur tous les sites, que ce soit par les bénéficiaires, par les bénévoles ou par les membres des associations. Même si certaines familles ont déclaré une amélioration, celles-ci sont largement minoritaires et toujours fragiles et devraient donc continuer à bénéficier d'un appui pour couvrir leurs besoins alimentaires.

Afin de répondre aux besoins de ces ménages qui peuvent stocker et cuisiner, avec des préférences alimentaires spécifiques, une modalité d'aide alimentaire comme les chèques service permettrait réponse adaptée permettant par ailleurs de ne pas stigmatiser ces familles qui expriment toutes une certaine honte / gêne à bénéficier de telles distributions.

La situation administrative des familles est variable : les personnes en situation régulière devraient pouvoir de droit accéder à une assistante sociale et bénéficier de certaines prestations sociales, bien que, selon les titres de séjour, les droits accessibles ne sont pas exactement les mêmes selon plusieurs facteurs (type de titre, durée, etc...). Il faut donc réfléchir à des solutions d'aide alimentaire qui sont compatibles avec les personnes qui ne peuvent entrer automatiquement ou simplement dans le droit commun.

Les distributions n'ont pas touché toutes les familles de ces quartiers mais une partie de la communauté liée aux associations, il existe certainement d'autres types de familles avec d'autres types de besoins. Une identification de ces ménages semble donc nécessaire via des initiatives d'aller-vers.

RECOMMANDATIONS

Sur l'accès à l'aide alimentaire existante

- Diffuser les données du rapport au niveau de l'arrondissement et de la commune pour alerter sur les situations des familles précaires et leurs besoins.
- Identifier les besoins spécifiques des familles afin de pouvoir les orienter vers une aide adaptée : assistance sociale, dispositif d'aide alimentaire existant, épicerie sociale....
- Mettre en place un système de coordination des acteurs de l'aide alimentaire au niveau du 20^e arrondissement animé par le CASVP avec le soutien d'associations
- Mettre en place des lieux d'échanges entre les associations, les services sociaux et les acteurs de l'aide alimentaires permettant d'avoir une information fiable disponible sur les dispositifs existants, un référencement facilité de ménages identifiés comme en insécurité alimentaire et une coordination effective entre tous les acteurs
- Pour les familles les plus précaires et le souhaitant, permettre un accès pérenne à une aide alimentaire avec une orientation vers les structures existantes via le CASVP
- Mettre en place un système de surveillance : suivre la situation dans ces quartiers précaires par le biais de ces associations, favoriser la remontée d'information sur les demandes et besoins.

Piste pour une aide adaptée

- Réfléchir à une tarification sociale de l'épicerie à proximité de Maison des Fougères et assurer l'accès des familles du quartier. Le modèle peut être dupliquée à d'autres épiceries
- Si un dispositif de distribution alimentaire est maintenu, suivre le modèle de certaines distributions à point : la famille peut répartir des points (selon sa composition familiale) et acquérir uniquement les produits qui l'intéressent. Maintenir les ingrédients « basiques (huile, lait, riz, pâtes, farine...) et offrir du choix autour des conserves et autres produits (sucre, café...)
- Pour favoriser l'autonomie et l'adéquation aux préférences et besoins des familles, opter pour une aide alimentaire via une modalité de transfert monétaire, par exemple des chèques services
- Adapter l'aide selon les moments difficiles pour les familles les moins dépendantes à l'aide alimentaire, mise en place d'une aide flexible, transfert monétaire dématérialisé par exemple

Sur l'amélioration de la nutrition

- Favoriser les ateliers de cuisine qui proposent une approche nutrition équilibrée avec un soutien de la Mairie d'arrondissement

Sur l'organisation des distributions

- Suite à l'identification des besoins, mettre en place un protocole de distribution, notamment pour la sélection des personnes dans le besoin et l'enregistrement de celles-ci
- Former les associations des quartiers à la distribution et à l'accueil des personnes précaires

ANNEXES

Annexe 1 : retranscription du groupe de discussion rue des Envierges

ENQUETE NOUVELLE FAMILLE PRECAIRE-XX° ARRD_ ARMEE du SALUT FOCUS GROUP DISCUSSION

Date : Jeudi 30 Juillet

Staff ACF présent : Claire Allard (conduite d'entretien), Sylvain Beaulaton (Prise de notes)
5 femmes présentes, deux de passage écoutent brièvement la discussion mais n'interviennent pas/ femmes issus de l'immigration nord-africaine pour la plupart seules avec des enfants.
Chez la représentante du groupe de femme qui nous a aidé à contacter les autres bénéficiaires de Archipélia.

Durée : une heure et demie environ

Résultats

Les thématiques suivantes montrent les préoccupations des mères de famille interrogées.

L'économie

Globalement, la situation financière des personnes s'est dégradée depuis l'année dernière. Les problèmes économiques des personnes sont la source majeure des préoccupations des personnes présentes dans la discussion : fin de droits sociaux, manque d'aides sociales, manque de ressources pour faire plaisir à leurs enfants... L'accès à une assistante sociale est difficile dans leur arrondissement.

Le logement

Les logements sociaux Paris habitat sont le lieu de vie de toutes les femmes de ce groupe de discussion. Elles se plaignent de problèmes de chauffage l'hiver, indiquent qu'elles doivent porter des couvertures. Des travaux apparemment annoncés n'ont pas eu lieu. Les loyers pèsent lourd dans le budget des ménages et des personnes de plusieurs familles sont contraintes de dormir dans le salon ou dans des pièces non prévues à cet effet.

Les enfants

L'avenir des enfants préoccupe fortement les mères. La difficulté à trouver un emploi pour ces jeunes est grande, beaucoup sont livreurs (type Deliveroo). Même les enfants diplômés ne trouvent pas de travail. La poursuite d'étude est également une charge dans le budget des familles.
Les femmes constatent toutes qu'il est difficile de faire plaisir à son enfant via des sorties au café ou au restaurant, via des nouveaux vêtements, via des vacances en colonie ou à l'étranger.

L'alimentation

Bien que globalement satisfaites, les dames expliquent que certains produits manquent au colis, comme les fruits ou les légumes. L'alimentation pèse fortement dans le budget des familles, d'autant plus que les supermarchés sont perçus comme chers par celles-ci. Elles aimeraient se rendre dans des magasins moins chers mais ceux-ci sont éloignés (comme Lidl).

Enfin, la question d'un accès digne à la nourriture est évoquée. Elles veulent pouvoir subvenir au besoin de leur famille dignement et exprime une certaine gêne à se rendre à l'aide alimentaire. Cette gêne est partagée par leurs enfants.

Les familles présentes sont principalement des familles nombreuses, avec enfants, certains en âge de travailler. Elles habitent des logements qui les contraignent parfois à utiliser une salle non prévue à cet effet pour faire dormir un membre du ménage. Les conditions d'isolation et de chauffage inquiètent ces familles au revenu limité pour lesquelles la gestion du budget est un problème quotidien.

TRAME DE L'ENQUÊTE

Présentation de l'enquête : le but de l'enquête était de compléter par une discussion ouverte l'étude de profilage menée sur les familles bénéficiaires de l'aide alimentaire apportée par des associations locales soutenues par l'Armée du Salut.

La trame a été élaborée afin d'ajouter à notre compréhension de la situation socio-économiques des familles bénéficiaires, de comprendre depuis quand elles sont dans le besoin et par quel mécanisme elles sont devenues bénéficiaires d'aide alimentaire.

1. Parcours et profil des ménages

Question : Quelles sont vos préoccupations principales ? / Est-ce que se sont les mêmes que l'année précédente à la même période ?

Les préoccupations principales évoquées par les femmes rencontrées sont :

- L'avenir de leurs enfants : elles parlent de leurs enfants, diplômés, mais dans l'impossibilité de trouver du travail. « Quand on voit son enfant en train de s'effondrer car il ne trouve pas de travail, c'est dur ». Le métier de livreur est cité, elles veulent assurer un avenir à leurs enfants mais il ne semble pas y avoir de solution et beaucoup sont au chômage. Elles aimeraient pouvoir envoyer leurs enfants en colonie de vacances, leur permettre d'aller au café ou au restaurant avec leurs amis.
- **Leur qualité de vie liée au logement** : Elles racontent la difficulté de payer les factures et les loyers qui augmentent, les problèmes de chauffage et d'isolement des logements, trop petits pour leurs familles. « *Ils disent qu'ils vont faire des travaux depuis 10 ans* » : une femme, à propos de Paris Habitat. 3 d'entre elles évoquent le fait qu'une personne dort dans le salon ou que des enfants d'âge très différents partagent une toute petite chambre. Une explique que le loyer de 1000 euros pour trois pièces est trop cher pour sa famille.
- Toutes disent que cette année est plus dure que la précédente, même si les préoccupations sont les mêmes. « *On a beaucoup souffert* » une mère sur le confinement avec ses enfants.

Question : Comment avez-vous connu l'association « Archipélia »

Les femmes sont en train de créer leur association : La brigade des mamans. Elles sont entrées en contact avec Archipélia avec qui elles travaillaient déjà pour des cours de français, de l'aide aux devoirs, centre de loisirs.

« *On a parlé avec Laurent, Marie Jo et Karine, et on s'est dit : pourquoi pas faire une demande de nourriture ?* »

« *On parle beaucoup entre femmes* » à propos de la Brigade des mamans.

« *On parle tous les vendredis avec les enfants, ils nous parlent de leurs problèmes avec la police et tout.* »

Chaque membre adhère à un euro, l'objectif est de pouvoir partir en vacances avec les enfants, l'association va se rapprocher de l'Armée du Salut et du Secours Catholique pour essayer d'organiser quelque chose. Elles veulent monter une boutique ou une cantine pour se financer. « L'assistance sociale » (il s'agirait ici de Pascale Lafosse) est venue les voir une fois depuis le lancement du projet.

Les femmes ont l'habitude de travailler avec Archipélia, mais savent que l'association ne peut pas les aider pour **leur logement ou pour une aide financière**.

Question : De qui vient l'initiative de la demande de nourriture ? Depuis quand existe ce besoin ?

La demande vient de femmes membres de la brigade des mamans, le besoin remonte, selon toutes les femmes, pendant le confinement. Elles parlent de baisse de salaires et donc de manque à gagner. « *Même avant c'était dur, mais là c'est plus dur* » : une mère à propos de sa situation. Son fils n'a plus d'emploi depuis décembre, elle est elle-même en fin de droit au chômage car maladie professionnelle. Auxiliaire de vie, blessée au canal carpien. Elle a donc perdu les 300 euros de salaire de son fils et sa situation s'aggravera fin septembre.

A propos du poids des courses sur leurs ressources : « ce supermarché c'est cher. »
« On n'a pas LIDL à côté ». Dans le quartier on retrouve : Franprix, Carrefour city, Carrefour market, Monoprix : jugés chers par les dames. Le marché de Belleville est plus loin : « le bus est rempli, avec le caddie c'est compliqué, il y a tout le temps des bagarres dans le bus ». De plus, les femmes évoquent des produits du marché qui périssent vite.

2. Les ressources/ dépenses du ménage :

Exercice de pilling : lister vos ressources / dépenses (les écrire sur les feuilles de papier)

L'exercice réalisé est le suivant : on propose à une volontaire d'analyser l'évolution de ses ressources et dépenses entre cette année et l'année précédente à la même date. Elle possède 10 billes pour décrire cette année, les 10 billes représentent l'ensemble de ses ressources. Elle alloue ensuite ces 10 billes à des postes de dépenses. On effectue le même exercice pour l'année précédente. On peut alors comparer deux situations financières à n et n-1.

Ressource année n avec une femme volontaire :

Salaires représente 8

Aides de l'état représente 2

Ressource année n-1 avec une femme volontaire :

Salaires : 8

Aides de l'état : 2

Pas de modification des ressources de son ménage.

Une autre dame travaille mais ne perçoit pas d'aide, une dame ne travaille pas mais reçoit des aides, notamment concernant son enfant autiste.

- Pilling dépenses

Dépenses année n avec la femme volontaire :

Santé : 1

Loyer : 4

Factures/assurances : 2

Alimentation : 2

Dons au pays : 1

Vêtements : négligeable face au reste

Transports : négligeable face au reste

Loisirs : négligeable face au reste

Dépenses année n-1 avec la femme volontaire :

Santé : 1

Loyer : 4

Factures/assurances : 2

Alimentation : 2

Dons au pays : 1

Vêtements : négligeable face au reste

Transports : négligeable face au reste

Loisirs : négligeable face au reste

La femme volontaire évoque le fait d'être souvent à découvert. On lui demande ce qu'elle sacrifie lorsque c'est le cas. Dons au pays, les loisirs, transports, puis vêtements sont d'abord sacrifiés, puis l'alimentation : « On se serre la ceinture » ; « on mange des pâtes » ; « il n'y a que le riz avec la sauce ».

La dame précise que les enfants n'aiment pas trop le riz sous cette forme.

Une autre dame : à partir du 10 j'ai un découvert »

3. Habitude alimentaire et adéquation du colis/ ressource :

Question : Quelle est votre recette qui plaît à toute la famille ?

Une dame cite le tiep, les autres dames valident, ce qui oriente la discussion sur ce plat sénégalais. A base de mérou (8 euros le kilo d'après une femme, 12 d'après une autre) ou de capitaine. Contenu : huile de tournesol, légumes : chou, carottes, navets, tomate, aubergines... Riz long, ou riz cassé deux fois. Piment à côté, persil. Les enfants aiment aussi : volaille, escalope de poulet, steak, frites, pâtes.

Question : Est-ce le colis vous permet de manger selon vos préférences familiales ?

Les aliments semblent satisfaire les dames mais elles émettent tout de même certaines critiques : Les compotes pour bébés distribuées alors qu'il n'y pas de bébés. Les petits sachets de sucre pas forcément souhaités. Les femmes ont apprécié les pommes de terre, une d'elle nous confie sa recette : Salade de pommes de terre en dés, thon, oignon, ail, tomates. Elles aimeraient des fruits.

Question : Quelles sont vos besoins hors alimentaires ? Quelle est selon vous la meilleure manière de vous soutenir dans la couverture de ses besoins ?

La discussion s'oriente vers les préoccupations de la rentrée : l'aide continue jusqu'à fin août mais les dames ne savent pas si elle va se poursuivre.

« La rentrée ça va être serré »

Les autres dames valident, en citant les fournitures scolaires, les cartes « imaginaire » des enfants, les nouveaux vêtements à acheter.

« Il cherche une université mais je n'ai pas les moyens » : une dame inquiète pour la suite des études de son fils.

Elle travaillait en tant qu'auxiliaire de vie puis a eu une maladie professionnelle au canal carpien et touche le chômage. Son fils gagnait 300 euros par mois puis n'a plus retrouvé de travail depuis décembre. Elle arrive en fin de droit au chômage en septembre. Elle tombera au RSA. Son autre fille est malade : « elleangoisse dans la foule » et ne peut pas travailler, elle ne touche pas d'aide pour cette fille. Elle paye 1000 euros pour un trois pièces avec Paris habitat. Elle a deux enfants ici et deux enfants au pays. « Comment tu peux faire plaisir à ton enfant ». « Les billets pour l'Afrique sont plus chers » : entre 600 et 1000 euros. « Si je pars avec les enfants c'est 3000 euros. »

« Ma maman est décédée et je n'ai pas pu aller la voir » : une autre dame par rapport au prix du voyage vers son pays d'origine.

« On a notre dignité, on n'aime pas être aidée mais on a pas le choix ».

« L'assistante sociale dit que c'est notre choix de venir ici » pourtant elle précise : « On s'intègre et on cotise ici ».

« Mon fils n'a jamais été en colonie » : la dame regrette de ne pas pouvoir offrir de vacances à son fils.

Elles parlent aussi du frigo de leur local qui est trop petit, elles auraient besoin d'un nouveau frigo.

Question : Avez-vous des remarques ou quelque chose à ajouter ? Partager ?

Une dame conclue par cette phrase : « C'est bien beau d'amener la nourriture ici, mais la dignité c'est de travailler à la sueur de son front. » A propos des jeunes : « Eux-mêmes ça leur fait mal de voir les mamans aller chercher la nourriture [de la distribution alimentaire] avec leur caddie »

CONCLUSION

Face à une situation économique compliquée, les mères rencontrées évoquent assez facilement leurs préoccupations. Un loyer élevé et de faibles revenus amènent ces familles à loger dans des conditions difficiles en terme d'espace, de chauffage du lieu de vie. Les faibles perspectives en terme d'emploi des jeunes sont aussi sources d'inquiétude pour les jeunes comme pour leurs mères qui aimeraient leur offrir la possibilité d'accéder à des loisirs, des vêtements, des études.

Enfin, le coût de l'alimentation dans leur budget est également une source de préoccupations. Les mères sont contentes de pouvoir être appuyées par l'Armée du Salut, mais la question de la gêne et de la dignité sont souvent citées par les dames qui préféreraient retrouver leur autonomie par un revenu du travail et des minimas sociaux.

Les femmes semblaient intéressées par l'exercice proposé, il leur a permis de se livrer sur leurs craintes pour l'avenir et leurs inquiétudes quotidiennes. Elles ont apprécié partager leurs expériences respectives et ont fait preuve de bienveillance les unes envers les autres.

Le groupe de discussion a globalement répondu aux attentes de l'équipe ACF, tout en précisant certaines difficultés rencontrées. Elle a tout de même été inquiétée de découvrir que, même si la crise aggrave la situation de ces familles, les conditions économiques et de logement des ménages sont difficiles depuis longtemps déjà. L'aide apportée est une solution qui allège les portefeuilles de ces ménages, même si on ressent que les familles aimeraient ne pas en avoir besoin.

Annexe 2 : Questionnaire d'entretien individuel auprès des familles du 20^{ème} arrondissement : <https://enketo.actioncontrelafaim.org/x/m6tXrllL>